



Restaurants de fortune à Kinshasa : étude des pratiques informelles dans les quartiers Manenga et Matadi Mayo

✍ MUKANIMA BIFALO Olivier, KAWALA OMPADIA Fiston et MAKENESI
MALANDA Nestor

* Chefs de travaux à l'UPN

Résumé

L'émergence des restaurants de fortune dans la quasi-totalité des quartiers et avenues des entités administratives de Kinshasa constitue un phénomène urbain observable et croissant. Ce constat a motivé la présente étude, qui se propose d'analyser le développement de ces activités informelles en particulier les "Malewa", dans les quartiers Manenga et Matadi Mayo.

L'objectif principal de la recherche est d'identifier les caractéristiques des restaurants de fortune évoluant dans ces deux quartiers, et d'évaluer leur impact socio-économique, notamment sur le bien-être des exploitants. L'étude vise également à comprendre les dynamiques de fonctionnement de ces structures informelles, dans une perspective de contribution au développement local.

Dans un contexte de précarité généralisée, tant au niveau national qu'au sein de la ville de Kinshasa, la petite restauration informelle apparaît comme une réponse endogène à la crise de l'emploi et à l'inaccessibilité de la restauration formelle. Moins coûteuse, elle permet à une large frange de la population d'accéder à une alimentation abordable. Par ailleurs, elle constitue une source significative de revenus pour les ménages, permettant aux tenanciers de subvenir à divers besoins fondamentaux : éducation des enfants, soins de santé, logement et transport.

Ainsi, les restaurants de fortune se positionnent comme un palliatif aux insuffisances du secteur formel, en jouant un rôle crucial dans la résilience économique des populations urbaines.

Mots-clés : Restauration de fortune, économie informelle, émergence urbaine, Kinshasa, développement local.

Abstract

The emergence of makeshift restaurants across nearly all neighborhoods and streets of Kinshasa represents a growing and significant urban phenomenon. This study seeks to analyze the development of these informal activities, particularly the Malewa, in the Manenga and Matadi Mayo neighborhoods. The main objective is to identify the characteristics of these small-scale food service structures and to assess their socio-economic impact, especially on the well-being of the operators and their households. The analysis also aims to understand their functioning dynamics from the perspective of contributing to local development.

In a context of widespread precariousness, both at the national level and within the capital city, informal food services appear as an endogenous response to the employment crisis and the inaccessibility of formal restaurants. By offering meals at lower costs, they enable a large portion of the population to access affordable food while providing substantial income for households. The

*operators thus manage to cover various essential needs such as education, healthcare, housing, and transportation.
In this sense, makeshift restaurants act as a palliative to the shortcomings of the formal sector, while playing a crucial role in the economic and social resilience of urban populations.*

Keywords : makeshift restaurants, informal economy, urban emergence, Kinshasa, local development.

Introduction

Le secteur informel constitue un enjeu crucial pour les économies des pays en développement. Bien qu'il représente une source majeure d'emplois et de revenus, notamment pour les populations pauvres, il pose également de nombreux défis en matière de régulation, de fiscalité et de compétitivité économique (Bureau International du Travail, 2013). La question centrale reste de savoir si l'État doit chercher à formaliser ce secteur ou plutôt soutenir son développement en maintenant une certaine souplesse structurelle.

Ce débat s'inscrit dans une dualité persistante : d'un côté, l'informel offre des opportunités de survie économique et sociale ; de l'autre, il limite les recettes publiques et alimente la concurrence déloyale vis-à-vis des entreprises formelles (Kanté, 2014). En outre, ce secteur est loin d'être homogène, ce qui suppose des politiques différenciées adaptées à sa complexité (Lautier, 2004).

Dans le contexte spécifique de la République démocratique du Congo (RDC), où plus de 75 % de la population vit avec moins de 1 USD par jour (Programme Alimentaire Mondial [PAM], 2020), l'économie informelle devient un mécanisme de résilience. Elle permet aux ménages d'assurer l'accès à l'alimentation, à l'éducation, aux soins de santé et au logement. Dans cette perspective, l'émergence des restaurants de fortune – communément appelés *Malewa* – dans les quartiers périphériques de Kinshasa, apparaît comme une réponse socio-économique à la pauvreté urbaine.

Ces unités de restauration informelle, en plus de proposer des repas à faible coût, contribuent significativement à la survie économique des tenanciers. Arciniegas-Rozo (2012) souligne, à travers l'exemple des *kampung*s de Jakarta, que ces formes de sociabilité alimentaire constituent également des espaces de socialisation et d'intégration urbaine. De même, le BIT (2013) reconnaît que la petite restauration informelle participe à l'emploi, au transfert de compétences et à la cohésion sociale.

Les crises successives, les politiques d'ajustement structurel et la défaillance de l'État ont laissé place à des formes d'auto-organisation populaires, comme les *Malewa*, qui deviennent essentielles à la survie urbaine (Lautier, 2004). Ces initiatives ne traduisent pas nécessairement l'absence de l'État, mais plutôt sa transformation : lorsque les services publics deviennent inaccessibles, les citoyens développent des alternatives plus flexibles.

C'est dans ce cadre que s'inscrit la présente étude, qui se donne pour objectif d'analyser les facteurs ayant conduit à l'émergence des restaurants de fortune dans les quartiers Manenga dans la commune de Ngaliema et Matadi Mayo dans celle de Mont Ngafula), ainsi que leur impact sur le bien-être économique et social des tenanciers.

Méthodologie

1. Milieu

Le quartier Manenga est un quartier populaire situé dans la commune de Ngaliema à Kinshasa. Il se caractérise par un relief vallonné, une population en croissance rapide et une urbanisation encore partiellement structurée. La Prospérité (2024) on y trouve des habitations modestes, des petites activités commerciales, ainsi qu'un fort dynamisme communautaire malgré des défis liés aux infrastructures routières et à l'insécurité, violence urbaine, l'accès aux services de base pour le développement social. Le terrain de Manenga est marqué par des ravins : notamment un ravin érosif dangereux.

Le quartier Matadi mayo, est situé dans la commune de Mont-Ngafula à l'ouest/sud-ouest de Kinshasa connu pour son accès par la route de Matadi et son mélange des zones résidentielles et de petits commerces ACP (2023). C'est un quartier en pleine expansion, marqué par une urbanisation progressive. Comme d'autres quartiers périphériques de Kinshasa, il fait face à des problèmes d'érosion et de voirie, mais bénéficie d'une vie locale active et d'un fort esprit communautaire. Historiquement, selon des recherches universitaires, Matadi Mayo était une localité rurale (secteur Humbu), qui regroupait des petits villages comme Matadi-kibala, Matadi Mayo, Mbenseke, Pumbu.

Le sol du quartier Matadi mayo a une texture sableuse, ce qui favorise l'érosion. La densité de la population dans ce quartier est plutôt faible selon certaines études, comparativement à d'autres quartiers de Kinshasa, en raison des pentes et du relief.

2. Collecte des données

Dans cette étude, nous avons adopté la méthode **fonctionnaliste**, dans la perspective définie par Robert K. Merton (1957). Cette approche considère que les institutions sociales remplissent des fonctions qui assurent la stabilité et l'adaptation du système social. Ainsi, chaque phénomène social est analysé en fonction de sa contribution au maintien de l'équilibre social. Dans notre cas, les restaurants de fortune (*malewa*) sont appréhendés comme des "organes sociaux" qui participent à la régulation des déséquilibres économiques au sein des quartiers étudiés.

Cette méthode nous a servi pour analyser les rapports entre l'activité informelle et le bien-être des ménages dans les quartiers Manenga et Matadi-Mayo. Ces deux quartiers, situés dans les communes de Ngaliema et Mont Ngafula, présentent des dynamiques sociales similaires. L'activité de restauration informelle y apparaît comme un facteur de résilience économique, contribuant à la réduction de la pauvreté urbaine.

Sur le plan empirique, nous avons mobilisé une **triangulation méthodologique** (Denzin, 1978), combinant plusieurs techniques de collecte de données :

- **Observation directe** : elle nous a permis d'adopter une posture de témoins privilégiés sur le terrain, en observant les pratiques des tenanciers dans leur contexte réel.
- **Analyse documentaire** : l'exploitation d'ouvrages scientifiques, d'articles, de rapports institutionnels et d'études antérieures a permis d'approfondir notre compréhension théorique du phénomène.

- **Questionnaire structuré** : un ensemble de questions fermées a été administré à un échantillon de tenanciers afin de recueillir des données quantitatives sur leur profil, leurs revenus, leurs motivations et les effets de leur activité sur la cellule familiale.

Ces trois techniques ont été combinées de manière complémentaire, de sorte que les limites de l'une soient compensées par les apports des autres. Cette triangulation renforce la validité des résultats obtenus.

3. Participants

L'étude a concerné un échantillon de 101 sujets enquêtés exerçant dans les restaurants de fortune (*malewa*) des quartiers Manenga et Matadi-Mayo. Les caractéristiques sociodémographiques ci-dessous permettent d'établir leur profil général.

Tableau 1. Répartition des sujets enquêtés selon le genre

Genre	Effectif	Pourcentages
Féminin	95	94.0
Masculin	6	5.9
Total	101	100

La grande majorité des sujets enquêtés est de genre féminin (94,0 %), contre seulement 5,9 % de genre masculin. Ce déséquilibre met en évidence la forte féminisation du secteur informel de la restauration dans les quartiers ciblés.

Tableau 2. Répartition des sujets enquêtés selon l'âge

Valeur	Effectifs	Pourcentages
De 31 à 35 ans	30	29.7
De 26 à 31 ans	27	26.7
De 22 à 26 ans	20	19.0
De 35 et plus	16	15.8
De 18 à 22 ans	8	7.9
Total	101	100

Les résultats révèlent que les enquêtés sont principalement des adultes jeunes : 29,7 % ont entre 31 et 35 ans, suivis de 26,7 % ayant entre 26 et 31 ans. Les individus de moins de 22 ans ne représentent qu'une faible proportion (7,9 %), ce qui suggère que l'activité attire principalement des adultes en âge actif. Plus de la moitié des enquêtés (54,4 %) sont mariés, tandis qu'un tiers environ (33,6 %) sont célibataires. Les personnes divorcées, veuves ou dans d'autres situations matrimoniales représentent une minorité. Ces données confirment que de nombreux tenanciers doivent subvenir aux besoins d'une famille.

Tableau 3. Répartition des enquêtés selon l'état matrimonial

Valeur	Effectifs	Pourcentages
Mariée	55	54.4
Célibataire	34	33.6
Divorcée	6	5.9
Veuf (ve)	4	3.9
Autres à préciser	2	1.9
Total	101	100

Il ressort du tableau ci-dessus que, 55 sujets soit 54.4% sont mariés, 34 sujets soit 33.6% demeurent célibataires, 6 sujets soit 5.9% sont divorcés, 4 sujets soit 3.9% sont veuves, 2 sujet soit 1.9%, autres à préciser.

Tableau 4. Répartition des sujets enquêtés selon le niveau d'étude

Valeur	Effectifs	Pourcentages
Secondaire	59	58.4
Universitaire	20	19.8
Primaire	16	15.8
Sans niveau	4	3.9
Formation	2	1.9
Total	101	100

La majorité des enquêtés (58,4 %) possède un niveau d'étude secondaire, et 19,8 % ont accédé à l'enseignement supérieur. Cela montre que l'exercice d'une activité informelle ne résulte pas nécessairement d'un déficit de formation, mais souvent d'un manque d'opportunités dans le secteur formel. À l'inverse, 3,9 % n'ont aucun niveau scolaire, tandis que 1,9 % déclarent avoir suivi une formation courte.

Tableau 5. Répartition des sujets enquêtés selon l'ancienneté dans l'activité

Ancienneté	Effectifs	Pourcentages
4 à 6 ans	40	39.6
0 à 3 ans	40	39.6
7 à 9 ans	13	12.8
16 ans et plus	4	3.9
10 à 12 ans	2	1.9
13 à 15 ans	2	1.9
Total	101	100

Les résultats du tableau indiquent que 79,2 % des enquêtés (soit 80 personnes) exercent dans la restauration de fortune depuis moins de 6 ans. Plus précisément, 40 personnes (39,6 %) y sont actives depuis 0 à 3 ans, et un nombre équivalent depuis 4 à 6 ans. Seuls 21 enquêtés (20,8 %) ont une ancienneté de plus de 6 ans, dont 12,8 % ayant entre 7 et 9 ans d'expérience, et des proportions marginales pour les anciens de plus de 10 ans.

Cette répartition suggère que l'activité connaît un **renouvellement récent**, et qu'elle constitue une option de plus en plus adoptée par les individus en quête de solutions économiques face à la crise de l'emploi.

Résultats

Cette section présente les réponses des enquêtés à certaines questions ciblant leur expérience, leurs motivations et les risques liés à leur activité dans la restauration de fortune.

Question n° 1 : Avez-vous une idée du métier de la restauration de fortune ?

Tableau 6. Connaissance du métier de la restauration de fortune

Ancienneté	Effectifs	Pourcentages
Oui	44	44.5
Non	27	26.7
Par essai aventure	20	19.9
Par simple aventure	10	9.9
Total	101	100

Les données indiquent que 43,6 % des sujets enquêtés affirment avoir une connaissance préalable du métier. En revanche, 26,7 % reconnaissent ne pas être informés sur cette activité, tandis que 19,8 % y sont venus par essai ou expérience, et 9,9 % par simple aventure, révélant ainsi le caractère souvent opportuniste ou expérimental de cette insertion professionnelle.

Question n° 2 : Pourquoi avez-vous choisi cette activité ?

Tableau 7. Motivation des enquêtés pour le choix de l'activité

Motivation	Effectifs	Pourcentages
Pour de besoin économique	57	56.4
Pour de besoin social	22	21.7
Pour des besoins social et économique	10	9.9
Pour de soutien économique	4	3.9
Pour des besoins social et alimentaire	4	3.9
Pour des besoins économiques et la conjoncture du pays	2	1.9
Par manque d'activité	2	1.9
Total	101	100

La majorité des enquêtés (56,4 %) déclare avoir choisi cette activité pour des raisons économiques, notamment face à l'absence d'emploi formel. D'autres motivations incluent les besoins sociaux (21,7 %), ou une combinaison de facteurs sociaux et économiques (9,9 %). Une minorité mentionne la conjoncture du pays (1,9 %) ou le manque d'alternatives.

Question n° 4 : Quels sont les risques encourus dans l'exercice de cette activité ?

Tableau 8. Risques encourus dans l'exercice de l'activité

Ancienneté	Effectifs	Pourcentages
La faillite et la maladie	25	24.7
La faillite	18	17.8
La faillite et le vol	14	13.8
La faillite, le vol et les brûlures de feu	8	7.9
La maladie	6	5.9
La faillite et la concurrence	4	3.9
Le vol et la maladie	4	3.9
Le vol	4	3.9
La faillite, la concurrence et la baisse des prix en cas et manque des clients	4	3.9
Le vol et la blessure par couteau	2	1.9

La faillite, la maladie et la concurrence	2	1.9
La faillite, le vol et la maladie	2	1.9
La maladie et la concurrence	2	1.9
La perte en cas de manque des clients	2	1.9
La fumée aux yeux	2	1.9
Total	101	100

Les résultats révèlent que 24,7 % des enquêtés identifient la faillite et la maladie comme les risques majeurs. La faillite seule est citée par 17,8 %, tandis que 13,8 % mentionnent également le vol. Certains évoquent des risques spécifiques liés à la nature de l'activité : brûlures, blessures par objets tranchants, exposition à la fumée ou perte de clients, montrant ainsi la précarité des conditions de travail.

Question n° 5 : Depuis combien de temps exercez-vous cette activité ?

Tableau 9. Ancienneté dans l'activité

Ancienneté	Effectifs	Pourcentage
Depuis 5 ans	24	23.7
Depuis 2 ans	23	22.7
Depuis 4 ans	20	19.8
Depuis 10 ans	18	17.8
Plus de 10 ans	16	15.8
Total	101	100

Source : Données d'enquête du terrain, 2025.

Une proportion importante des enquêtés exerce cette activité depuis 2 à 5 ans, ce qui suggère un enracinement récent de cette forme d'emploi informel dans les quartiers étudiés. Toutefois, 33,7 % des enquêtés déclarent une ancienneté de 10 ans ou plus, révélant une continuité et une durabilité non négligeable de cette activité.

Question n° 6 : Par quel moyen vous faites-vous soigner ?

Tableau 10. Moyens pour se faire soigner

Ancienneté	Effectifs	Pourcentages
Médecine moderne	93	92,0
Médecine moderne et auto médication	8	7,9
Total	101	100

Le tableau n°16 montre que 93 personnes, soit 92,0 %, ont recours à la médecine moderne pour se faire soigner. En revanche, 8 personnes, soit 7,9 %, combinent la médecine moderne à l'automédication.

Question n°7 : L'amélioration de votre style de vie vous permet-elle de continuer à exercer cette activité ?

Tableau 11 : Amélioration du style de vie et continuité de l'activité

Amélioration	Effectifs	Pourcentages
Oui	47	46,5
Je ne sais pas	28	27,7
Non	18	17,8
Malgré moi	6	5,9
Pas vraiment	2	1,9
Total	101	100

D'après le tableau ci-dessus, 47 personnes (46,5 %) estiment que l'amélioration de leur style de vie leur permet de continuer cette activité. En revanche, 28 personnes (27,7 %) se montrent incertaines. Par ailleurs, 18 personnes (17,8 %) considèrent que l'activité n'a pas amélioré leur style de vie, tandis que 6 autres (5,9 %) déclarent exercer malgré elles. Enfin, 2 personnes (1,9 %) affirment que leur style de vie ne s'est pas suffisamment amélioré pour justifier la poursuite de l'activité.

Question n° 8 : Qu'est-ce qui vous a poussé à vous lancer dans cette activité ?

Tableau 12. Motivations dans l'activité

Motivation	Effectifs	Pourcentages
Lutter contre la pauvreté	45	44,5
Lutter contre le chômage	26	25,7
Lutter contre la pauvreté et pour le bien-être familial	6	5,9
Lutter contre le chômage et pour le bien-être familial	4	3,9
Lutter contre la pauvreté et contre le chômage	4	3,9
Lutter contre la pauvreté, le bien-être familial, payer les soins médicaux des enfants	4	3,9
Pour le bien-être familial	4	3,9
Pour le bien-être familial et la scolarité des enfants	2	1,9
Lutter contre la pauvreté et payer les soins médicaux des enfants	2	1,9
Une inspiration	2	1,9
Lutter contre le chômage, chercher le bien-être familial et payer les soins médicaux de mes enfants	2	1,9
Total	101	100

Le tableau ci-dessus indique que 45 personnes (44,5 %) ont choisi cette activité pour lutter contre la pauvreté. Ensuite, 26 personnes (25,7 %) l'ont fait pour lutter contre le chômage. D'autres combinaisons de motivations apparaissent : 6 personnes (5,9 %) veulent à la fois lutter contre la pauvreté et améliorer le bien-être familial ; 4 personnes (3,9 %) visent à concilier lutte contre le chômage et bien-être familial ; et 4 autres (3,9 %) associent lutte contre la pauvreté, bien-être familial et soins médicaux pour les enfants. D'autres motivations incluent le bien-être familial seul (3,9 %), la scolarité des enfants, ou encore une simple inspiration.

Question n° 9 : D'où provient votre source de financement ?

Tableau 13. Source de financement de l'activité

Motivation	Effectifs	Pourcentages
<i>Bwakisa carte</i>	45	44,5
Ristourne	16	15,8
Mon mari	10	9,9
Crédit de banque	10	9,9
Aide familiale	4	3,9
L'aide financière de la maman	4	3,9
Madame m'a aidé financièrement	2	1,9
Effort personnel	2	1,9
Faire-part	2	1,9
L'aide de quelqu'un	2	1,9
Aide d'un ami	2	1,9
<i>Bwakisa carte</i> et mon salaire	2	1,9
Total	101	100

Les résultats du tableau 13 indiquent que la principale source de financement des tenanciers de "Malewa" est le système informel dit *bwakisa carte* (remboursement échelonné basé sur la confiance), représentant 44,5 % des cas. La ristourne, ou épargne communautaire, arrive en deuxième position avec 15,8 %. Les aides familiales (mari, mère, amis, proches) et les crédits bancaires constituent respectivement 9,9 % et d'autres sources marginales représentent moins de 4 %. Cela montre une forte dépendance à des mécanismes informels de financement, en cohérence avec les caractéristiques du secteur informel en République Démocratique du Congo.

Ces constats sur les sources de financement permettent d'introduire une réflexion plus large sur les implications socio-économiques de l'activité des "Malewa". En effet, au-delà des modes de financement, il est essentiel d'analyser comment ces activités influencent la vie quotidienne des tenanciers et participent à la dynamique de survie des ménages dans un contexte urbain précaire. Cette analyse fait l'objet de la section suivante.

Discussion

L'analyse des résultats met en évidence une **relation causale entre l'exercice de l'activité des restaurants de fortune et l'amélioration des conditions socio-économiques des ménages** concernés. En effet, les données recueillies à travers l'enquête illustrent de manière significative les apports de cette activité à la vie des tenanciers dans les quartiers Manenga et Matadi Mayo.

Quatre indicateurs clés ont permis de mesurer l'impact de cette activité :

1. **La scolarisation des enfants ;**
2. **L'accès aux soins médicaux ;**
3. **Le changement du style de vie ;**
4. **La contribution à la résilience économique des ménages.**

Scolarisation des enfants

La majorité des enquêtés affirment que l'activité de restauration de fortune contribue directement au financement de la scolarité de leurs enfants. Cela s'inscrit dans une fonction manifeste (Merton, 1957), c'est-à-dire une conséquence voulue et reconnue de l'activité : l'amélioration de l'accès à l'éducation au sein du ménage.

Accès aux soins médicaux

Les résultats montrent également que la majorité des enfants des tenanciers ont accès à la médecine moderne, ce qui confirme l'impact positif de cette activité sur la santé familiale. En revanche, une minorité continue de recourir à la médecine traditionnelle ou à l'automédication. Selon le troisième postulat de l'analyse fonctionnelle de Merton, si les soins médicaux ne sont pas adéquatement assurés, cela peut générer des dysfonctions menaçant la stabilité du système familial (Merton, 1968).

Enregistrement et statut juridique

La non-formalisation de ces activités entraîne un **manque à gagner pour l'État**, aussi bien en matière fiscale qu'en termes de régulation du secteur. Cette situation illustre une fonction latente (effets non intentionnels ou non perçus) du système informel, comme le définit Merton (1957). En effet, si la majorité des tenanciers évitent les formalités administratives pour échapper à la fiscalité ou aux tracasseries, cette attitude engendre une économie parallèle qui échappe au contrôle de l'État et affaiblit les recettes publiques.

Changement du style de vie

Un autre indicateur concerne l'amélioration du **niveau de vie** : nombre de repas par jour, paiement des loyers, etc. Certains tenanciers rapportent être passés à **2 à 3 repas par jour**, ce qui est un signe tangible d'une meilleure sécurité alimentaire. Cela démontre l'existence d'une **alternative fonctionnelle**, selon le quatrième postulat de Merton, dans laquelle les restaurants de fortune remplacent les structures économiques traditionnelles pour assurer la survie des ménages (Merton, 1968).

Conclusion

Cette étude visait à analyser l'impact des restaurants de fortune sur la situation socio-économique des ménages dans les quartiers Manenga et Matadi Mayo à Kinshasa. L'objectif principal était de comprendre les conditions de fonctionnement de ces unités informelles et leurs contributions à la survie des familles des tenanciers.

Les hypothèses émises, notamment sur la capacité de ces activités à couvrir les frais de **scolarité, soins médicaux, transport et logement** ont été **confirmées** par l'analyse des données. En adoptant la perspective **fonctionnaliste** de Robert K. Merton (1957 ; 1968), il a été possible d'identifier des fonctions manifestes (amélioration des conditions de vie) et des fonctions latentes (contournement du système fiscal et administratif).

Malgré les limites liées à la méthode d'échantillonnage accidentel et à l'étendue géographique restreinte, cette étude apporte une contribution significative à la compréhension du rôle des activités informelles dans l'économie urbaine congolaise.

Références

- Arciniegas-Rozo, L. 2012 ; *Sociologie de l'alimentation de rue : socialisation alimentaire aux seuils des espaces publics et privés dans les kampungs de Jakarta*. Université Paris Descartes.
- Bureau International du Travail. 2013 ; *Transition de l'économie informelle vers l'économie formelle*. Genève : BIT.
- Denzin, N. K. 1978 ; *The Research Act: A Theoretical Introduction to Sociological Methods* (2nd ed.). McGraw-Hill.
- Kanté, S. 2014 ; *Économie informelle en Afrique subsaharienne francophone : défis et perspectives*. Revue Africaine de Sociologie, 18(2), 45-60.
- Lautier, B. 2004 ; *L'économie informelle dans les pays en développement*. Paris : La Découverte.
- Merton, R. K. 1957 ; *Social Theory and Social Structure*. Free Press.
- Merton, R. K. 1957 ; *Social Theory and Social Structure*. Glencoe: Free Press.
- Programme Alimentaire Mondial. 2020 ; *Analyse de la sécurité alimentaire : République Démocratique du Congo*. Kinshasa : PAM.

CRIDUPN Sommaire du Volume 104, numéro 3 supplément

Juillet – Septembre 2025

01. Particularités des prefixes à charade kahindo, muhindo, kyiindo, chez les Nande dans la zone JD 1 – 22
Léonard KAMBERE MUHINDO
02. Impact socio-culturel du « losako » salutation spéciale et solennelle des Ekonda dans la communication inter-personnelle 23 – 35
Denis IMPEME BOLUA MOSA
03. Détermination des prix de transfert dans les entreprises multinationales : analyse comparative des méthodes, enjeux pratiques et perspectives d’harmonisation 37 – 42
Martin MBUDI MASUNDA
04. Évolution récente des systèmes financiers en Afrique centrale : une finance au service de la croissance ou au service des marchés ? 43 – 71
Timothée MUTIA KWABO
05. Les restaurants de fortune à Kinshasa : étude des pratiques informelles dans les quartiers Manenga et Matadi Mayo 73 – 83
Olivier MUKANIMA BIFALO, Fiston KAWALA OMPADIA et Nestor MAKENESI MALANDA
06. Facteurs explicatifs du maintien en fonction du personnel administratif, technique et ouvrier retraitable dans les établissements publics de l’Enseignement Supérieur et Universitaire de la ville de Kinshasa 85 - 105
Pierre MALU-MALU MUANAMESO
07. Caractéristiques des troubles du comportement chez les traumatisés crâniens, cas des patients hospitalisés à l’hôpital de l’amitié sino-congolaise de Kinshasa, République Démocratique du Congo 107 –117
Pascal TSHIBUABUA MUTSHIPAYI et Joseph TSHITOKO NDAWU

08. Acquis scolaires des apprenants sur les accidents vasculaires cérébraux (AVC)	119 –128
<i>Benoit MUNDEKE KASONGO</i>	
09. Caractéristiques physico-chimiques et microbiologiques des jus de maracuja : comparaison entre les créations des élèves de 3 ^e année des humanités scientifiques et les jus artisanaux et industriels de Goma	129 –138
<i>Marc HYANGO ODIMBA, Jean-Pierre IKOLONGO BEFEMBO et José INDENGE Y'ESSAMBALAKA</i>	
10. Freins et leviers à la consommation du Grillon domestique (<i>Acheta domesticus</i> – <i>Orthopthères</i>) à Kinshasa	139 –149
<i>Rodrigue LUNDANDA MASHINDJI et Papy NSEVOLO MIANKEBA</i>	
11. Analyse des performances académiques des étudiants de l'institut supérieur pédagogique de muhangu à butembo (2003-2019) Variations selon les sessions et les sections d'études	151 –168
<i>KAKUHI KASWERA</i>	
12. Evolution des ratios d'encadrement des étudiants, du personnel scientifique et administratif à l'Institut Supérieur Pédagogique de Muhangu à Butembo de 1993-1994 à 2019-2020	169 –186
<i>KAKUHI KASWERA</i>	
13. Étude des déterminants non vocationnels du choix de filière aux humanités chez les élèves de l'École d'application de l'UPN	187 –201
<i>Floribert BODY DI TSIKU LUFUA et Jean-Paul YAWIDI MAYINZAMBI</i>	

Editorial

Vers une recherche intégrée au service des enjeux africains

Ce numéro international de la revue CRIDUPN (104 n°3) propose un échantillon riche de travaux scientifiques interrogeant la réalité africaine dans sa diversité linguistique, culturelle, éducative, économique et sanitaire.

On y observe l'émergence de recherches pluridisciplinaires, ancrées dans des contextes locaux, mais ouvertes aux problématiques globales : de l'usage alimentaire d'insectes comestibles aux dynamiques d'inclusion éducative, des tensions dans le choix des parcours académiques aux mutations des modèles de gestion institutionnelle, des pratiques de salutation rituelle à l'impact neuropsychologique des traumatismes crâniens.

L'Afrique réfléchie ici n'est pas celle de l'attente, mais celle de la transformation.

L'université, au-delà de la transmission des savoirs, est appelée à jouer un rôle moteur dans la compréhension et la résolution des enjeux qui traversent nos sociétés.

À travers ces treize contributions, nous invitons le lecteur à une immersion critique dans un continent en mutation, où chaque discipline croise les urgences humaines.

Jean-Paul Yawidi Mayinzambi Rédacteur en chef